

Pourquoi voter pour les listes d'Union de la droite dimanche ?



Si l'union, en politique, est un rassemblement possible autour d'une communauté de valeurs, c'est aussi un combat. Un combat politique.

Nous sommes minoritaires au niveau des élus mais peut-être pas dans le cœur des Français. Se rassembler est un souhait grandement partagé, car assurément la majorité de nos concitoyens est lasse des méfaits des puissants et constate leurs trahisons – celle des LR au Sénat dans leur vote pro-loi PMA n'étant ni la moindre ni la dernière. Las des dégâts sommes-nous, mais le réel s'impose à chacun et nous invite à nous asseoir ensemble à la table des conséquences afin de réparer les dommages des errements du passé.

Aussi, faute qu'une providentielle candidature se dégage au

niveau national ou dans l'attente de celle-ci, faut-il œuvrer à constituer ce tissu des amitiés des gens ayant bien plus en commun dans leurs valeurs fondamentales qu'en différences : celles de la famille ; et celles de la défense de notre nation et de la préservation du tissu des communes qui sont les regroupements civiques principaux.

Cette communauté, ce souci du bien commun doivent-ils valoir encore de rester soumis à des ukazes anciens de 40 ans et déclarés par la gauche de François Mitterrand ? Comment accepter cette situation ! Tout du programme du RPR de 1988 était en conformité avec celui du RN de l'époque, et bien nombreuses furent les volontés des membres du parti chiraquien de s'unir avec le FN afin de ne pas céder au socialisme des régions entières. Las, l'interdit était encore trop récent et le pouvoir parisien trop pesant. Mais cela prouve « au moins » que cette communauté de valeurs existe ! Gageons qu'elle persiste largement chez les Français.

Elle doit cette fois s'exprimer dans les urnes, faisant fi des injonctions morales de l'adversaire ! Qu'ont-ils à faire des nôtres ? Voyez leurs actions contre la famille par exemple. Se réalisant dans plusieurs centaines de villes dont Paris – excusez du peu ! – elle créera les praxis de l'action en commun pour les élections à suivre, départementales et régionales en [2021 puis nationales en 2022](#).

Que ces élections soient celles de l'enracinement ! Quelles soient celles de la défense du maillage communal contre le pouvoir de l'État qui les dépossède de leurs ressources et de leurs responsabilités par l'intercommunalité. Prenons Saint-Germain-en-Laye pour exemple : un regroupement de communes avec le petit village de Fourqueux fut décidé bien que 68 % des habitants se soient prononcés contre lors d'une consultation citoyenne municipale mais non décisionnelle... Est-ce cela, une démocratie de proximité ? De plus, son intercommunalité fait que les élus de Bezons ont à se prononcer sur les besoins en traitements des déchets de notre

ville ! Qu'y connaissent-ils ? Une folie que la loi Mapam, imposée par l'État en 2014 en dépit du refus des élus, loi qui réduit des trois quarts les regroupements communaux et en multiplie la taille par 4. Qu'en résulte-t-il hormis l'incompétence de terrain précitée ? La perte des identités ! « Saint-Germain, Argenteuil et Bezons ? Même histoire ! » disent-ils, nos adversaires. Même histoire, même besoins, mêmes soucis, vraiment ? Quelle absurdité !

Nous ne voulons pas de cela. Nous espérons le succès des « unions-laboratoires ». Elles sont le devoir des bonnes volontés. Au second tour de 1988, Le Pen lançait son célèbre « Pas une voix pour François Mitterrand ! » ; lançons le cri du peuple : pas une voix pour un candidat soutenu par Macron ! Vive les unions de type Béziers, Paris ou Saint-Germain-en-Laye autour de Robert Ménard, Serge Federbush et Christophe Bentz !

Bertrand du Boullay